

Interview

Yvo de Boer

L'arrivée d'Obama à Copenhague est un soutien au Climat

Le secrétaire exécutif de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique dit ses attentes de la Conférence.

Il y a quelques jours, vous avez souligné qu'à long terme, il va falloir environ 300 milliards de dollars pour alimenter les fonds d'atténuation et d'adaptation. En tenant compte de ce que les pays industrialisés mettent 100 milliards de dollars annuels à disposition pour l'aide au développement, de quelle force de persuasion disposez-vous pour multiplier par quatre en faveur du climat cet effort financier?

Tout d'abord, je pense qu'il est important de se rappeler que sir Nicolas Stern, dans son rapport sur l'économie du changement climatique, a souligné le fait que le coût de l'inaction sur le changement climatique est beaucoup plus élevé que celui des actions concrètes. De nombreux pays commencent à s'en rendre compte. Ensuite, un soutien financier insuffisant pour les fonds d'adaptation et d'atténuation aura deux impacts : tout d'abord, il sera la cause d'une augmentation des émissions en particulier dans les pays en développement où les économies sont en perpétuelle croissance. Un effort insuffisant entraînerait une instabilité sociale et politique.

La communauté scientifique fait savoir que dès 2020, 250 millions de personnes en Afrique pourraient être confrontées à la pénurie d'eau pour cause du changement climatique. Pour cette raison, ces populations pourraient être contraintes aux migrations. Je dois dire que l'estimation des besoins à long terme pour les deux fonds: adaptation et atténuation n'est pas une science exacte. Il y a des chiffres que nous avons publiés et des chiffres que d'autres ont rendu publics. Pour cette raison, je tiens à mettre un accent particulier sur le financement à court terme. Pour un départ, il faut 10 milliards de dollars. Cet argent servira comme aide aux pays en développement face à l'impact immédiat du changement climatique, mais aussi pour aider les pays en développement préparer l'adaptation solide et des stratégies d'atténuation dont nous aurons besoin dans la perspective d'une estimation des coûts réels.

A une semaine de la conférence de Copenhague, quelle appréciation faites-vous des objectifs, normes et critères nationaux avancés par les différents pays industrialisés pour l'horizon 2020? Leur accordez-vous la flexibilité d'inclure dans les chiffres qu'ils avancent, la flexibilité du " Mécanisme du développement propre"?

Nous disposons désormais des chiffres en provenance de tous les pays industrialisés. Jusqu'ici nous émettions une critique politique sur les hésitations des Etats-Unis. Elle est levée dès lors que le président Obama a donné le calendrier de réduction des émissions de ce pays en milieu de semaine dernière. Mais cela suffit-il pour se sentir serein? Je crois qu'il faut davantage de clarté dans la démarche de l'administration américaine. Deuxièmement, un certain nombre de pays ont indiqué des cibles qui sont conditionnelles et subordonnées aux projections d'autres en rapport avec des efforts comparables.

De ce fait, il est important que la route soit balisée de manière à obtenir des objectifs clairs et précis. C'est notamment le cas de l'Union européenne dont nous attendons une position commune par rapport au financement des fonds et les projections de réduction.

Troisièmement, nous souhaitons une clarté sur la question des objectifs qui est au coeur de nombreuses incompréhensions entre les différents pays pollueurs. En d'autres termes, est-il juste que des pays qui font de la foresterie une activité centrale au niveau des ressources nationales en soient privés de compensation? Je crois que non. Dès lors, la flexibilité dont vous parlez en rapport avec le " Mécanisme du développement propre ", ne tient plus du tout. Le temps n'est plus au discours, mais à l'action.

Obama va à Copenhague ; il préconise 17% de réduction des émissions des Etats-Unis par rapport au niveau de 2005 à l'horizon 2020. C'est important?

La venue du président Obama à la conférence de Copenhague est un signal fort. Il a d'emblée l'avantage de pouvoir provoquer un effet d'entraînement chez les chefs d'Etat et de gouvernement qui pourraient finalement s'annoncer à ce rendez-vous. Ensuite, je l'ai dit plus haut, nous étions inquiets par rapport au silence des Etats-Unis après la bonne impression laissée par le sénateur John Kerry à la conférence de Pozna'n en Pologne où il a souligné la détermination des Etats-Unis et du président Obama à s'impliquer à l'avènement d'un accord post Kyoto. Maintenant que les objectifs sont connus, même si certains estiment qu'ils ne sont pas encore au bon niveau, on est rassuré. Certes qu'il faut attendre l'adoption des lois y afférentes par les différentes chambres du parlement américain. Mais je dois le dire, ce n'est plus le temps de petits calculs. Il faut agir. Le climat a besoin du soutien des Etats-Unis, du président Obama et surtout de financements.

Faute de plan B et compte tenu des récentes déclarations de politiques et experts relatifs à un accord avec possibilité d'une reprise des négociations pour un traité juridiquement contraignant en 2010, votre plan A serait-il acceptable?

Je n'ai pas parlé d'une déclaration politique. J'ai parlé d'un ensemble de décisions qui apporterait une clarté absolue aux objectifs des pays riches, le développement des missions de pays et la question de Finances. Ces chiffres, listes et engagements seront enregistrés en noir et blanc à Copenhague. Après cela, je pense que nous aurons besoin d'une courte période pour finaliser un traité. En ce sens donc, je ne vois pas cela comme un plan B ou comme un pas en arrière. En fait, il comporte certains avantages. Beaucoup d'entre vous se souviendront qu'il a fallu un temps assez long pour que le Protocole de Kyoto entre effectivement en vigueur.

Si nous adoptons les décisions à Copenhague du genre que je décris, l'action sera immédiate sur l'atténuation, l'adaptation, la technologie, les finances, le renforcement des capacités et la sylviculture. On n'aura donc pas besoin d'attendre un cadre juridique ni de quelque autre instrument pour son entrée en vigueur. Je crois qu'un tel paquet rendrait justice au Plan d'action de Bali, qui parle des mesures dès maintenant, en hausse à partir 2012 et au-delà.

Y a-t-il un risque à reporter un accord final à 2010 ? Et si les Etats-Unis ne le signaient pas?

Je ne pense pas qu'il y ait un risque à reporter un accord final en 2010. Je veux dire que, nous avons les objectifs de tous les pays industrialisés et la barre des Etats-Unis. J'ai lu dans les médias est que l'administration Obama prépare des outils juridiques par rapport à un accord. Il viendra donc à Copenhague avec une cible précise. Je ne vois donc aucune raison pour laquelle les Etats-Unis ne devraient pas signer un instrument juridique international contraignant. Ensuite, tous les pays industrialisés reconnaissent qu'il existe des besoins financiers significatifs à mettre sur la table à Copenhague. Enfin, tous les grands pays en développement ont, soit une stratégie nationale en place, soit sur la voie d'en annoncer une. Donc, je ne vois aucune raison pouvant susciter le report.

Quelle est votre opinion sur l'étude de l'Agence néerlandaise d'environnement en rapport aux propositions qui n'atteindraient pas la cible de deux degrés Celsius?

Vous qui suivez le processus de Kyoto, sachez qu'on n'a pas infligé de cible à quelque pays à Kyoto. Les pays se sont prononcés librement. Bien plus, je ne suis pas accroc des rapports de l'Agence néerlandaise, mais je suis de l'avis que les objectifs actuels sont insuffisants pour maintenir la hausse des températures en dessous de deux degrés Celsius.

L'accord à venir va-t-il tenir compte des pays en fonction de leur niveau de développement?

Je n'ai pas besoin d'un accord de Copenhague qui différencie entre pays en développement. Je sais qu'en Inde, on compte 400 millions de personnes qui n'ont même pas accès à l'électricité, et je sais que la situation en Chine est un complètement différente. Je n'ai pas besoin à Copenhague d'accord varié. Je vois cependant deux séries de décision à Copenhague: un jeu

de décisions essentiellement mettant en place une deuxième période d'engagement en vertu du Protocole de Kyoto, et je pense que cela est indispensable parce que Kyoto est le seul instrument juridiquement contraignant qui englobe des objectifs pour les pays industrialisés. Je vois un ensemble de décisions devant servir de lancement de la deuxième période de Kyoto, et préciser les règles dans un certain nombre de domaines. Il s'agit d'un accord beaucoup plus global qui met à bord les Etats-Unis. On saura quels grands pays en développement vont limiter la croissance de leurs émissions. Nous attendons également que soient mis en place dans l'immédiat, des financements et l'infrastructure nécessaire pour rendre tout ceci possible.

Vous vous attendez à quels chiffres?

Je dois souligner que nous sommes handicapés par le fait que nous travaillons toujours avec les données d'émissions qui ont été produites deux ans plus tôt, parce que c'est le temps qu'il faut pour en produire et en faire des analyses. Donc, si je dis quelque chose maintenant, cela signifie que je veux parler de données relatives aux émissions de 2007. Notre impression générale est que le groupe de pays industrialisés dans son ensemble est en bonne voie de respecter ses engagements en vertu du Protocole de Kyoto, et cette conclusion est fondée tout d'abord sur l'évolution des émissions que nous avons vues, mais d'autre part sur les paquets de politique que les pays individuellement pris ont annoncés, afin de répondre à leurs objectifs de 2012.

Propos recueillis par Léger Ntiga